

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 7 JUIN 2018**

FN/VF

**OBJET : I.4 – Investissements - SEBA Eau + Assainissement –
Travaux divers – Accord cadre à bons de commande.**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de juin à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etaient excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI

**OBJET : I.4 – Investissements - SEBA Eau + Assainissement –
Travaux divers – Accord cadre à bons de commande.**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le syndicat est appelé à intervenir régulièrement sur des ouvrages d'eau potable et d'assainissement pour des travaux divers : mises à niveau d'ouvrages sous voirie, déplacements de conduite, poses de compteur, optimisations d'équipement, interventions d'urgence (nuit, week-end et jours fériés) ; etc.

Pour les prochaines années, le besoin est estimé à hauteur de 500 000 € HT/ an, eau et assainissement confondus.

Pour la consultation des entreprises, le mode de dévolution et les critères de choix doivent être arrêtés.

Il est proposé de lancer une consultation dans le cadre d'une procédure adaptée, portant sur l'ensemble du territoire pour des travaux divers sur les réseaux eau potable production, eau potable distribution et les réseaux assainissement collectif.

Le bureau syndical est amené à délibérer sur les propositions suivantes :

- Décider d'un accord-cadre mono-attributaire. L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- Décider que le mode de passation du marché sera un marché à procédure adaptée ;
- Lancer la consultation du marché travaux, avec les principes suivants :
 - Marché pour une durée de 2 ans, renouvelable deux fois 1 an
 - Montant minimum annuel : 250 000 € HT (eau potable et assainissement) ;
 - Montant maximum annuel : 1 000 000 € HT (eau potable et assainissement) ;
 - Consistance des prestations telles que présentées ci-dessus ;
 - Bordereau des prix unitaires vierge à compléter par les candidats ;
 - Trois devis estimatifs de chantier à compléter par les candidats afin de donner une idée aux candidats du type de prestations et afin de pouvoir comparer les offres.
- Décider des critères de sélection :
 - Prix des prestations, analysé à partir des 3 devis estimatifs (pondération 40%) ;
 - Références et moyens techniques mis en œuvre en adéquation avec l'objet du marché (pondération 60 %) ;
- Autoriser le président à signer le marché à venir et à faire toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de cette décision dans le cadre de l'économie générale présentée ci-dessus, et des inscriptions budgétaires correspondantes.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL